

Compte-rendu de la Table Ronde
(Lyon 4-5 mai 1979)

LES QUARTIERS URBAINS

DEFINITIONS ET LIMITES, METHODES D'ANALYSE

Dans le cadre d'un programme de recherche contracté par le Centre Pierre Léon d'Histoire économique et sociale de la région lyonnaise, avec la Mission de la Recherche Urbaine (Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie), l'équipe de recherche lyonnaise a organisé les 4 et 5 mai une Table Ronde, destinée, après une première année de travail, à confronter les expériences et les approches menées essentiellement par des historiens, qui ont concentré leurs études sur les quartiers de villes (1).

Cette Table Ronde d'Historiens ne se veut pas du tout fermeture aux autres disciplines, sociologie, géographie, ethnologie, architecture... mais, avant toute rencontre scientifique avec d'autres chercheurs, il était nécessaire de comparer déjà approches et sources historiques, qui permettent d'appréhender la réalité du quartier, et sa diversité dans le temps et l'espace, avant même que l'on puisse efficacement s'interroger sur les formes de vie sociale ou de sociabilité qu'engendre cette division matérielle de la ville.

La ligne de force principale de la Table Ronde a consisté en une comparaison, plus qu'une confrontation, de deux ensembles d'études diachroniques sur Paris et Lyon. L'ancienneté et la précision

(1) Maurice GARDEN, "La vie de quartier", Bulletin du Centre d'Histoire économique et sociale de la Région Lyonnaise, 1977, n° 3.

des recherches menées sur Paris par l'équipe de Denis Richet (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales), Robert Descimon et Jean Nagle (C.N.R.S.), pour le Paris monarchique du Moyen Age au XVIIIe siècle, ont pu être complétées par deux approches plus monographiques, mais d'une grande richesse sur Paris à l'époque contemporaine. Gérard Jacquemet, dont la thèse sur Belleville est un exemple de l'apport historique à la connaissance profonde des structures de vie d'une population, et François Bedarida, qui interroge la rue comme ensemble architectural et espace social, comparant les conceptions, les réalités et les transformations de la rue à Paris et à Londres aux XIXe et XXe siècles, ont ainsi démontré les continuités méthodologiques et la richesse des informations sur la ville pendant une très longue période. L'équipe lyonnaise, réunie pour le contrat, a une moins grande expérience, et elle ne pouvait présenter des résultats aussi définitifs. Cependant, les communications d'Olivier Zeller, de Martine Delassise et Dominique Desertine sur définitions et limites du quartier à Lyon du XVIe au XIXe siècle, de Vincent Feroldi sur la formation architecturale et la transformation urbanistique du quartier de la Guillotière, sont essentielles pour cerner la réalité du quartier aux diverses époques, les ressemblances et les mutations.

Autour de ce thème central comparatif, entre Paris et Lyon, les deux plus grandes villes françaises, bien qu'à deux échelles différentes, plusieurs chercheurs ont pu apporter des expériences ponctuelles, concernant ou des villes de même dimension, mais étrangères (Londres pour François Bedarida, Le Caire pour André Raymond, les villes italiennes évoquées par Rosalba Davico), ou des villes françaises, capitales provinciales de dimension plus modeste (Bernard Vogler, pour le

Strasbourg moderne, Michel Lacave, pour les transformations récentes du centre de Montpellier). La Table Ronde a donc mis l'accent principalement sur les grandes villes, qui offrent un terrain plus diversifié, mais il est probable qu'il y aurait intérêt à porter aussi la recherche vers des villes plus petites, qui peuvent aussi opposer des unités de vie nettement marquées dans la texture urbaine (M. Zeller a cité en exemple la division en quartiers de Nevers).

Tout l'apport sémantique, conceptuel et méthodologique des historiens ne prend son sens que par son prolongement vers l'analyse de la notion de vie de quartiers. Il est ici évident que l'historien dispose, pour les périodes anciennes, de sources plus inconfortables, et qu'il a tendance, enviant les moyens des sociologues, à transposer vers le passé des thèmes ou des mentalités d'aujourd'hui, alors que la démarche historique devrait privilégier un cheminement inverse, pour expliquer dans les formes actuelles de la sociabilité urbaine, les conséquences ou les dérivés de formes antérieures. Les débats de la Table Ronde ont nécessairement, et heureusement, dérivé vers cette question : à l'évidence, une seconde Table Ronde, une fois précisés et publiés les apports de la première sur les concepts et les définitions, se doit de revenir sur la vie de quartiers. C'est l'objectif de l'équipe lyonnaise pour la fin de sa deuxième année de recherche.

CENTRE PIERRE LÉON
MAISON RHONE-ALPES DES SCIENCES DE L'HOMME
 (MOR. A. S. H.)
 14, Av. Berthelot - 69363 LYON Cedex 07
 Tél. 72.72.64.01

Note liminaire

Le présent texte ne se veut pas exhaustif et il laisse en particulier à tous nos invités extérieurs, la responsabilité et la propriété scientifiques de leurs communications. Nous espérons pouvoir publier sans trop tarder l'intégralité de leurs apports.

Notre objectif ici est de rassembler l'essentiel des questions qui ont été posées, de donner une idée des différences que met en évidence tout travail comparatif. Nous joignons également deux textes plus formalisés, réalisés dans l'équipe lyonnaise, sur les problèmes de définition et de limites, parce qu'ils nous semblent un point de départ obligatoire pour toute recherche ultérieure.

Enfin, le débat sur la vie de quartier annonce la continuité et l'avenir de la recherche, en même temps que la nécessité de confronter les apports des historiens avec ceux des autres sciences sociales.



1 - DEFINITION DU QUARTIER - diversité et complexité

a) Diversité de la nature

La confrontation de réalités humaines, historiques, de civilisations différentes, suffit à souligner combien il est difficile, voire impossible, de trouver une continuité dans la définition du quartier de la ville : si les dictionnaires de l'Ancien Régime se contentent de définitions floues, les réalités montrées par les études locales expliquent l'imprécision et les hésitations. Les deux approches antithétiques de Bernard Vogler pour Strasbourg, et de André Raymond pour Le Caire, sont à ce niveau éclairantes. La connaissance de la société strasbourgeoise aux XVII^e et XVIII^e siècles démontre l'existence de cercles de

sociabilité, de relations de voisinage, de groupements sociaux nettement définis, et qui sont parfaitement délimités. Trois éléments concourent à cette identité de groupe : la religion (catholiques ou luthériens majoritairement), la condition sociale ou l'appartenance socio-professionnelle (la division de la population entre habitants et manants, l'existence de "tribus" à forte dominante sociale ou corporative), l'espace (tendance au regroupement dans un même lieu des membres d'une même tribu ou d'un même métier). Mais l'évidence de ces regroupements, démontrée par l'exemple de la tribu de l'Echasse (avec la corporation dominante des Orfèvres), ne signifie pas une division administrative ou juridique en quartiers. Bien au contraire, il semble que dans cette ville à double confession, la paroisse soit le cadre réel de la vie sociale, le quartier (le mot n'est pas employé) se confondant avec le territoire de la paroisse.

En face, l'organisation du Caire à l'époque ottomane offre une division extrêmement différente. Des fonctions sont nettement inscrites dans la géographie urbaine : le centre économique conserve, de l'époque Mamelouk à la fin de la période ottomane, le même entassement de soukhs et de grands caravansérails; le centre politique s'identifie avec la citadelle; mais pour le reste du territoire urbain, très étendu (790 hectares au moment de l'expédition française de 1798), l'absence d'administration et d'institutions municipales propres à la ville, la rareté des interventions du pouvoir central (le pacha ottoman ou le chef de la police des janissaires) en matière d'urbanisme, expliquent un découpage tout à fait original, qui caractérise Le Caire. L'espace est approprié par les corporations de métiers (environ 250), qui se regroupent (même si tel ou tel "quartier" professionnel peut varier au cours des

siècles), et par des communautés de résidence, qui peuvent être minorités confessionnelles (quartier juif, quartier chrétien). Le quartier apparaît alors comme un espace géographique bien individualisé, d'autant plus homogène qu'il est enserré dans un mur, fermé par une porte : il crée ses propres institutions, ses règles de fonctionnement, ses formes d'habitat et de circulation dans un ensemble clos, de pénétration difficile, et d'échanges réduits avec les autres. Chaque quartier du Caire, de dimension limitée (une superficie moyenne voisine de 2 hectares, une dizaine d'hectares au plus, 1/5e ou 1/6e d'hectare au moins, une population moyenne de 1.000 habitants environ), forme ainsi une communauté de résidence et de voisinage qui crée son organisation, ses modes de fonctionnement, sa justice. Cette "autogestion" du quartier est un intermédiaire indispensable pour le pouvoir central, qui doit compter avec l'autonomie du quartier, qu'il redoute ou suspecte.

Entre ces deux formes extrêmes, que séparent deux formes de civilisations (et ici cela dépasse l'identité chronologique de l'observation), se placent les réalités françaises, qui n'excluent pas cependant les différences et les oppositions. Ainsi Paris et Lyon connaissent toutes deux, et depuis longtemps (il est indispensable le plus souvent de remonter à la période médiévale pour comprendre la mise en place des institutions et des types de quartiers), une division de leur espace en quartiers. Contrairement à Strasbourg, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir, superposition ou identification de la paroisse et du quartier, par suite de la multiplication des paroisses souvent très proches les unes des autres (par exemple, dans l'île de la Cité à Paris). Mais la comparaison peut-elle aller plus loin que ce constat d'existence : comment comparer un quartier lyonnais, alors que la ville, selon les époques, en com-

prend 35 ou 28 pour moins de 100.000 habitants (3 à 4.000 habitants en moyenne), et un quartier parisien (16 ou 20 selon les définitions) dans une ville de 400 à 500.000 habitants (20 à 30.000 habitants par quartier) ? Comment imaginer la même réalité, si l'on ajoute qu'une ville comme Nevers avec 6.000 habitants est divisée en 4 quartiers, que la ville de Villefranche est partagée en 1714 en huit quartiers de milice, alors que sa population ne dépasse pas 4.000 personnes ?

Les deux situations divergentes de Lyon et Paris montrent qu'une enquête nationale serait indispensable. Si à Paris le quartier a une véritable existence administrative, il n'en est pas moins complexe. Le chevauchement des quartiers de l'Hôtel de Ville et de ceux du Châtelet a souvent caché en effet aux historiens la permanence de l'institution. L'étude des origines médiévales, des transformations successives, entreprise par R. Descimon et J. Nagle, permet de comprendre parfaitement et la genèse du quartier parisien et le maintien d'une superposition de fonctions et d'exigences qui sont en rapport avec l'autorité d'origine. Le quartier pour l'Hôtel de Ville, division du pouvoir municipal, est fortement personnalisé : il reste longtemps désigné par le nom de son officier quartenier (et il en est longtemps de même à Lyon, au moins au XVII^e siècle). Pour le Châtelet, le quartier est plus directement un territoire où s'exerce un contrôle (de police), où s'accomplit une tâche matérielle (de nettoyage, par exemple).

b) Limites et fonctions

Les origines mêmes de la division en quartiers expliquent la prédominance de telle ou telle fonction : politique, administrative,

judiciaire, fiscale... Toutes ces fonctions s'ajoutent le plus souvent, et les modifications dans le fonctionnement des institutions, la plus ou moins grande autonomie du pouvoir municipal, peuvent influencer les degrés d'intégration du quartier à la vie collective de la cité aux différentes époques. Mais il est sûr que les réalités locales restent dissemblables. Les pennonnages de Lyon sont au départ exclusivement les quartiers de levée de la milice urbaine; leur territoire dépend étroitement du nombre d'hommes qui peuvent être équipés et recrutés. Aussi le quartier ne fixe-t-il que lentement ses limites, et même sa personnalité (changement de nom, comme variation de nombre). Il n'empêche que ce cadre militaire devient peu à peu le lieu de l'exercice de l'administration, de l'exécution des décisions, du contrôle social. Les dénombremments, qui ne sont pas tous à but défensif, même quand ils cherchent à connaître les besoins de secours charitable, ou les réserves alimentaires, les levées fiscales des nouveaux impôts royaux (Lyon est exempte de taille) ou de diverses répartitions, prennent le quartier comme unité de collecte. Au XIX^e siècle encore, alors que le nouveau régime a créé des institutions municipales totalement nouvelles, il arrive que les recensements de population prennent encore comme circonscription de base le quartier, le plus souvent sous le nom qui avait été le sien sous la monarchie.

Messieurs Descimon et Nagle ont pu au contraire à Paris, à la suite de quelques travaux pionniers (les recherches de Jean Guéroult, l'étude de Guy Valentin sur les quartiers du XVII^e siècle) par une analyse précise de sources variées, dont la confrontation n'est pas toujours aisée, démontrer la grande stabilité du quartier parisien depuis la fin du Moyen Age jusqu'à la fin du XVII^e siècle au moins. Alors qu'à Lyon, l'existence de quartiers-communautés de vie, ressenties comme telles, fait problème

à l'époque moderne (la paroisse serait peut-être plus cette réalité), à Paris la dimension de la ville rend au quartier sa véritable signification. La ville est trop grande pour être perçue comme un tout et le Parisien de Louis XIV a besoin d'un espace intermédiaire qu'il puisse connaître et saisir : l'absence de vision globale de la cité expliquerait alors la permanence du quartier, et l'attachement de la population à cette division d'échelle humaine, où peuvent se mesurer et se connaître les habitants, où se comprennent les formes de pouvoir, et les enjeux qu'elles font naître.

Mais la fonction du quartier explique les différences dans ses limites mêmes. Le quartier de police (du Châtelet) à Paris englobe toujours les deux rives d'une même rue, alors que la réforme des quartiers de ville en 1680 fait passer systématiquement la limite au milieu de la rue. En 1702, la division imposée par les nécessités du nettoyage englobe les deux côtés de la rue. A Lyon, le plus souvent, les limites passent au coeur des îlots.

Ces analyses historiques de la définition et des limites du quartier au cours des siècles, à Lyon principalement (cf. les communications d'Olivier Zeller, Martine Delassise et Dominique Dessertine) amènent à repenser le sens même attribué aujourd'hui au mot quartier, lié indissolublement dans les esprits à un cadre familial immuable. D'autres recherches sont à mener pour contribuer à l'éclaircissement de ce débat : les cadres historiques qui définissent le quartier ont-ils contribué à la naissance d'un "esprit de quartier", à une conscience de communauté de vie qui est considérée, de nos jours, comme étant l'essence même du quartier ?

2 - QUARTIERS ET RUES : des espaces socialisés

Méthodes pour une approche monographique

Le second volet de la Table Ronde a cherché à montrer comment une partie de l'ensemble urbain, quartier, îlot, rue place... peut être appréhendé par l'historien, et comment la vision du quartier représente un aspect de l'image globale de la ville.

Quatre exemples ont été présentés, qu'il ne saurait être question même de résumer ici. Mais tous ces exemples partent d'une réalité humaine qui n'est pas interchangeable : Belleville à Paris, ou la Guillotière à Lyon, sont des communautés anciennes, en quelque sorte extérieures à la ville qui finit par les englober, "village" à Paris, même si ce village a 60.000 habitants au moment du rattachement, "faubourg" à Lyon, même si au milieu du XIXe siècle la population du faubourg rattrape celle du centre-ville. L'interrogation de François Bedarida sur la rue parisienne et londonienne se veut plus précise encore, au niveau de l'aspect, de l'architecture, du plan, des façades, mais elle ne peut entièrement dissimuler les arrières, les cours, les rues secondaires : la rue-barrière, trait-d'union, mais aussi cellule sociale intermédiaire entre la maison ou l'appartement, et l'ensemble de la cité. Toutes ces descriptions de quartiers urbains ne peuvent avoir d'autre finalité que de comprendre la lente élaboration du présent. Avec la construction presque totalement a nihilo du quartier des Brotteaux à Lyon au XIXe siècle, il est possible de retrouver presque les conditions d'établissement des villes-nouvelles d'aujourd'hui, et l'historien peut ainsi compléter les

enquêtes des sociologues actuels sur les villes-nouvelles (1). Les transformations successives, depuis les grandes opérations d'urbanisme de l'époque moderne, le processus d'haussmanisation du Second Empire (présent dans beaucoup de villes, et prolongé souvent jusqu'à la fin du XIXe siècle, comme en témoigne le quartier Grôlée à Lyon), les formes actuelles de rénovation ou de réhabilitation des centres historiques constituent un véritable laboratoire d'histoire sociale et urbaine.

L'étude du centre urbain de Montpellier, et plus précisément du quartier Sainte-Anne par Michel Lacave, en fournit une bonne illustration. Peut-on parler d'un quartier-centre, alors que les habitants ressentent ce centre comme juxtaposition de quartiers hétérogènes, parfois complémentaires, mais parfois également antagonistes ? Les formes matérielles de la transformation du quartier au milieu du XIXe siècle posent déjà des questions. Le processus d'aménagement haussmanien prend le quartier comme objet, mais en même temps il le détruit. La percée de nouvelles artères crée des barrières, un cloisonnement, elle rompt les échanges et les cheminements antérieurs, mais les résistances sont parfois assez fortes pour que l'opération échoue partiellement, ou du moins ne s'achève pas. La percée Est-Ouest de la rue Foch à partir des jardins du Peyrou se heurte en fait à l'axe traditionnel Nord-Sud de la rue de l'Aiguillerie, sans pouvoir supprimer ce quartier-rue qui subsiste encore aujourd'hui. A travers une telle transformation, que la bourgeoisie de

(1) Cf. Odile Guillot et les recherches de son Equipe sur Cergy-Pontoise, par exemple dans le cadre de l'ATP du C.N.R.S. . Observation du changement social et culturel. Archives de l'O.C.S. (Vol. 1 et 2) et Michel Ferrand sur Meylan (agglomération de Grenoble).

Montpellier tente d'inscrire même dans l'aspect monumental de l'église néo-gothique Sainte-Anne au centre du quartier, se pose toute une liste de questions. L'image du quartier est bien sûr conséquence de sa situation, des investissements, des constructions qui s'y implantent. L'emplacement des pouvoirs symboliques (le Palais de Justice, la Préfecture), la position par rapport aux nouveaux moyens de transport (la gare de chemin de fer), la valeur du terrain et les spéculations foncières et immobilières, sont autant d'éléments explicatifs. Mais il faut une analyse plus détaillée pour comprendre les modifications, et l'histoire des nouveaux habitants doit accompagner toute description du quartier. Les transformations se marquent sur les façades, dans certaines rues, alors que s'établit une opposition entre l'intérieur du quartier et ses lisières, les façades et les cours, le centre et les bordures.

L'évolution des rues étudiées par François Bedarida à Londres et Paris essaie de prendre en compte tous les éléments de cette histoire : la propriété foncière et la stratégie des propriétaires, la transformation du bâti et sa signification, la composition sociale de la population, examinée au niveau de la cellule primaire qu'est la famille, et sa mobilité, les pratiques sociales propres à la population dans son cadre de vie enfin. Nous espérons pouvoir présenter prochainement plus complètement les apports de cette enquête de F. Bedarida. Mais dans la discussion, Roby Davico a insisté sur le caractère temporaire de la rue, du quartier, de la ville. On ne saurait réduire leur étude à une géographie, mais il faut plutôt l'envisager comme une géologie : même si la matérialité de la rue ne se transforme pas, toute mutation de la population fait changer la rue. La réalité étudiée ne peut être expliquée comme une continuité, mais comme une succession d'arrivées et de départs qui la transforment sans cesse.

Gérard Jacquemet pose parfaitement la question méthodologique quand il ausculte l'évolution de Belleville après son rattachement à Paris. Toute une vision de Belleville est véhiculée par l'image et le texte, les romans et les descriptions, écrits par des "natifs" ou par des " trangers". De cette image naît, bien sûr, un imaginaire, qui est exploité encore de nos jours par les programmes de rénovations ou de promotions immobilières (1). Mais est-ce uniquement par cette apparence, quelle que soit son importance, que se bâtissent la personnalité du quartier, que se définit une originalité qui subsiste malgré les modifications matérielles ?

Les patients dépouillements de l'histoire sociale dans les séries quantitatives du XIXe siècle, l'étude des comportements démographiques, l'évaluation des niveaux de fortune, leur progression ou leur stagnation, les caractéristiques religieuses (l'importance à Belleville de la déchristianisation, saisie à travers l'indicateur des enterrements civils), la spécificité des attitudes politiques, tout cela permet de cerner une identité, mais surtout de comprendre les raisons de leur effacement. Dans la grande ville, l'association habituelle travail-domicile est peu à peu rompue avec la transformation de l'emploi, et la mise en service de transports urbains plus rapides et plus nombreux, : la mort du quartier se traduit bien vite par des substitutions de population, par d'autres sociabilités. Les opérations actuelles essaient de retrouver derrière ces bouleversements les anciennes solidarités, les pratiques sociales du .

(1) Cf. Jacques Bonniel, Bernard Benssoussan - "Le quartier de la Croix-Rousse   Lyon - Parcours d'une socialité en marge", Archives de l'O.C.S., n  1 - p. 101-140, mars 1979.

temps passé, sans que puisse renaître vraiment un quartier révolu.

3 - DU QUARTIER A LA "VIE DE QUARTIER"

L'ensemble de la Table-Ronde, dont les pages précédentes ne font que donner les lignes principales de recherche, ne pouvait taire la question fondamentale, qui a préexisté à la recherche elle-même. Est-ce que l'auscultation des formes anciennes de vie émiettée, divisée, autonome, dans un espace parcellisé, partie d'un tout, peut conduire à comprendre ce que fut la sociabilité urbaine d'autrefois, et peut être encore connaissance exemplaire pour les citoyens d'aujourd'hui ? Le problème de la réalité de la vie de quartier est en effet sous-jacent dans toutes les communications, et tous les débats qui les ont suivies. Remarquer les fluctuations des limites lyonnaises des penonnages sous l'Ancien Régime (O. Zeller), interpréter la Fronde comme la manifestation spécifique des quartiers parisiens (Nagle et Descimon), analyser le pouvoir éditaire et politique des cheikhs de quartiers au Caire (A. Raymond), assimiler à Strasbourg paroisses et quartiers (B. Vogler), c'est d'une façon plus ou moins explicite attribuer une influence au quartier au niveau du vécu quotidien comme de l'expression politique. A travers les présentations de Michel Lacave sur Sainte-Anne de Montpellier, et de Gérard Jacquemet sur Belleville, transparait plus nettement encore une possibilité d'explication, voire d'interprétation et d'engagement : le quartier serait bien l'unité de base de la vie dans les sociétés urbaines, reposant sur une cohésion sociale et mentale, que les transformations successives ont plus ou moins détruite. Mythe passéiste, ou réalité per-

due ? L'étude du quartier devient alors théâtre d'une conception même de l'histoire, sinon de l'humanité !

La discussion sur le thème "Vie de Quartier" dégage un ensemble de questions qui sont autant de perspectives de recherche, pour les historiens de la ville, que l'on peut schématiser par les trois séries de remarques suivantes :

a) Yves Lequin part des observations du sociologue américain Richard Sennett, qui, après une étude monographique sur un quartier de Chicago d'ailleurs très fermé sur lui-même, critique la mode actuelle de l'étude des petites communautés, aussi bien par les sociologues que par les historiens. Pour Richard Sennett, cet attrait pour le microcosme, pour la chaleur des petites unités, (la famille, le foyer, les communautés de quartiers...) serait un recul frileux devant le monde moderne, une démission politique. Retrouver ces petites unités est tourner le dos aux grands problèmes de la cité. Il a déjà été remarqué que souvent les associations de quartiers, les comités de défense, la réalité même du quartier ne sont perçues et agissantes qu'au moment où le quartier est déjà menacé, de démolition ou de mort (1). Y. Lequin, exposant ces théories, ajoute qu'il ne les prend pas entièrement à son compte. Dans les villes de l'industrialisation, au XIXe siècle, il y a eu déjà recroquevillement sur un certain nombre de communautés élémentaires, y com-

(1) Pour les idées d'une sociologie américaine du quartier, voir la publication récente Yves Grafmeyer, Isaac Joseph, L'Ecole de Chicago, Naissance de l'Ecologie urbaine; Editions du Champ urbain, 1979.

pris dans des populations qui ont souvent été présentées comme éparpillées ou atomisées (les populations ouvrières, par exemple, lors des périodes de destructuration qui accompagnent le passage des formes artisanales à la grande industrie).

François Bedarida poursuit la remarque d'Yves Lequin, en insistant sur la nécessité de continuer à étudier de petites unités. La notion de quartier est une réalité incontestable au niveau de l'appartenance collective : le fait qu'elle soit difficile à cerner, que l'historien ne dispose pas d'outils adaptés à son appréhension, ne doit pas conduire à la nier ou à la rejeter. L'affection actuelle (ou plus ancienne) pour les espaces interpersonnels limités n'est pas seulement une crainte du global, ou du politique, mais aussi une réaction contre la technostucture écrasante, en particulier dans le monde actuel. F. Bedarida suggère de reprendre l'étude avec les villes nouvelles, qui sont justement le meilleur site pour saisir en même temps le passé et le présent, ou même les rythmes et les formes du passage au présent. Dans les villes nouvelles françaises en particulier, la structure administrative est la première mise en place. Il est alors possible de dégager les critères de la naissance d'un sentiment d'appartenance à un ensemble (alors que dans les villes anciennes, cette "naissance" du sentiment de quartier est peu observable).

b) Une seconde série d'observations oppose les intervenants sur la nature même de ces liens interpersonnels qui créeraient l'unité symbolique, ou la cohésion du quartier. M. Jean Nagle se dit persuadé que le quartier a été une réalité humaine très vivante sous l'Ancien Régime. Ces quartiers sont surtout actifs dans des périodes de troubles, ou de fortes tensions politiques (la Fronde, la Révolution, la Commune...),

et certains avaient une structure propre, dominée par exemple par une minorité religieuse (cf. les quartiers protestants), ou une spécificité professionnelle. Cette cohésion, qui favorise l'action à certains temps forts, a pu paraître dangereuse, provisoirement ou de façon permanente, et les pouvoirs centraux, déjà sous la monarchie, ont pu chercher à détruire ces réalités menaçantes. Alors que l'habitant est souvent défini dans les actes comme "enfant de ce quartier" ou "enfant de ce faubourg", c'est vouloir le couper de ses racines que de changer le découpage administratif, diviser le quartier, disperser les professions, unifier les pratiques sociales...

Pour R. Descimon cependant, cette force du quartier ancien n'est pas totalement prouvée. En effet, un glissement de sens, et sans doute un anachronisme se produit, quand on passe de la réalité administrative ou juridique du quartier, à une notion plus abstraite, à un terme non recouvert par une institution au XIX^e siècle, et que l'on redécouvre une "vie de quartier" quelque peu mythique, rétroprojection d'un passé mal connu. S'il faut admettre, avec D. Richet, que des lieux exercent une fonction acculturante développée, des micro-unités spatiales plus que des quartiers à proprement parler (telle rue, telle place; comme la place Maubert à Paris, qui exerce un fort pouvoir d'attraction pendant des siècles; tel lieu valorisé par des pratiques festives, etc...), il est possible quand même de douter du caractère collectif et universel de la participation à la vie du quartier. R. Descimon pense que cette "unanimité" du quartier est une vision d'un passé extrêmement idéalisé. Toutes les formes de participation à la vie locale (élections du Maire, du Député), ou le développement d'associations multiples, ne touchaient-elles pas autrefois aussi qu'une minorité de la population vivant dans cet espace ? Comme souvent, sous l'Ancien Régime, les notions de "savior

et major pars" cachent la participation réelle d'une minorité sociale dominante. Ces phénomènes se retrouveraient sans doute aussi bien dans les institutions de quartiers que dans la vie des paroisses ou les institutions ou confréries charitables. Aujourd'hui aussi l'association de quartier souhaite prendre en charge la totalité du quartier, et cette volonté, objet d'enjeux ou désir de récupération politiques, montre sans doute aussi une continuité avec le passé.

c) Le troisième problème du débat revient sur ce désir actuel de l'historien de retrouver la vie du quartier. Face au monde urbain, industrialisé, centralisateur, il y a aspiration au singulier, comme désir de retour à la campagne. De même, face à l'histoire quantitative, massive et statistique, l'histoire se retourne plus vers les mentalités des petits groupes, vers Montailou village occitan, ou vers une explication quelque peu psychanalytique de la France contemporaine à la manière de Zeldin. M. Descimon pense qu'il a pu exister sous l'Ancien Régime des formes de participation à la vie locale, que nos aspirations actuelles recherchent ou reprennent. Mais il y a sans doute quelque danger à privilégier trop ces communautés réelles de vie, non institutionnalisées, sans histoire parce que ne livrant pas de sources spécifiques favorisant donc le recours à l'imagination de l'historien, ou à la transposition de l'actuel.

Marc Bonneville revient sur cette opposition du local et du global. L'étude de la vie de quartier est une manifestation du retour d'une idéologie localiste, si évidente dans le monde actuel. La vie locale permet plus facilement de se mettre en prise avec les réalités, elle favorise des actions ponctuelles aux effets directement perçus. Mais

cette action n'est-elle autre chose qu'illusion ? La volonté de promouvoir le local n'est-elle pas volonté d'occultation du social ? Dans la discussion à laquelle participent Françoise Bayard, R. Descimon, Bernard Vogler, Jean Lorcin, sont proposées deux remarques importantes. La première concerne l'apparition du phénomène associatif dans les villes, et l'implantation de ces associations dans les quartiers. B. Vogler réfute le caractère récent de ce phénomène associatif, très vivace en Alsace dans le dernier tiers du XIXe siècle (et G. Jacquemet a souligné son importance aussi à Belleville à la même époque). Aujourd'hui ces associations sont souvent plus actives et plus nombreuses dans les faubourgs de Strasbourg que dans le centre ville, et elles contribuent à former l'identité de ces zones périphériques.

La seconde insiste sur le fait que la réalité du quartier ne saurait être confondue avec le mouvement associatif. La participation à la vie de quartier, l'attachement au quartier, la "personnalité" propre à un sous-ensemble urbain, peuvent revêtir de multiples aspects, et des attitudes qui ne sont ni formalisées, ni institutionnalisées. Le quartier peut-il être défini, comme le suggère pour terminer G. Jacquemet, par un modèle de comportements, individuels et collectifs. Pour les historiens, comme il a tenté de l'exprimer pour Belleville, n'y a-t-il pas possibilité de rassembler tout un faisceau d'indicateurs, économiques, sociaux, politiques, culturels, qui en rendent compte ?

Compte-rendu présenté par

Maurice GARDEN et Dominique D'ESSERTINE

Annexe

Programme de la Table Ronde

- Quartiers dans l'Histoire

PARIS

- Les quartiers, limites et variations, à l'époque moderne

Denis Richet, Robert Descimon, Jean Nagle
(E. H. E. S. S. - C. N. R. S.)

- Un "quartier" de Paris : Belleville après "l'annexion" à Paris

Gérard Jacquemet (Université d'Amiens)

- Rues et Quartiers : comparaison Paris-Londres

François Bedarida (C.N.R.S.)

LYON

- Quartiers et pennonages à l'époque moderne

Olivier Zeller (Centre Pierre Léon, Lyon)

- Evolution et définitions administratives et spatiales des quartiers au XIXe siècle

Dominique Dessertine, Martine Delassise
(Centre Pierre Léon)

- L'évolution du quartier de la Guillotière

Vincent Feroldi (Centre Pierre Léon)

- Quelques exemples et comparaisons

LE CAIRE

- Les "quartiers" dans la ville aux XVIIe et XVIIIe siècles

André Raymond (Université d'Aix)

- L'existence du quartier d'après les sources notariales à l'époque moderne

Bernard Vogler (Université Strasbourg)

- L'évolution du centre ancien : le quartier Sainte-Anne de Montpellier

M. et Mme Michel Lacave
(Université de Montpellier)

Ont, entre autres, participé au débat, autour de Maurice Garden et Yves Lequin (Centre Pierre Léon, Lyon),

Mmes et Mrs :

Rosalba	DAVICO,	Université de Turin,
Jean-Pierre	GUTTON	Université Lyon-II, Centre Pierre Léon
Marc	BONNEVILLE	Centre de Recherches géographiques, Université Lyon-II
Jean	METRAL	Centre Pierre Léon, Université Lyon-II
Pierre	CAYEZ	
Françoise	BAYARD	Centre Pierre Léon, Université Lyon-II
René	FAVIER	Université de Grenoble
Jean	LORCIN	Centre Pierre Léon, Université Lyon-II
M. -Thérèse	LORCIN	Centre Pierre Léon, Université Lyon-II